

Quelle politique pour demain ?



48

L'institut Français avait l'honneur en ce jeudi 30

novembre d'accueillir l'historien et sociologue français Pierre Rosanvallon. Le professeur a pu pendant une heure répondre à diverses questions sur les thèmes de l'Etat-Providence et de la démocratie.

C'est devant un public essentiellement composé de lycéens que le professeur Rosanvallon s'est exprimé dans l'amphithéâtre de l'Institut Français. Sa venue était un événement important sans aucun doute et c'est pourquoi étaient aussi présents monsieur l'ambassadeur Eric Fournier ainsi que le directeur de l'Institut monsieur Frédéric Rauser.

La conférence fut organisée de la manière suivante: trois-quatre questions préparées par les lycéens furent posées et c'est à partir de celles-ci que Pierre Rosanvallon s'est efforcé, en y répondant, de partager sa pensée et ses idées sur ces sujets si complexes.

La crise des modèles actuels

“L’Etat-Providence est-il condamné à assister les plus pauvres ?” ou “Pour réactiver le lien entre gouvernants et gouvernés faut-il introduire des membres de la société civile ?” furent les questions adressées par les lycéens au professeur. Questions difficiles faisant appel à des raisonnements élaborés. Pour cela, quoi de mieux que d’avoir l’auteur de *“ normal”>La crise de l’Etat-Providence”* et *“ normal”>La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France”* pour y répondre.

Ainsi, l’extension de l’Etat-Providence a correspondu à des moments où le besoin d’aide sociale et le sentiment de solidarité ont été particulièrement forts, c’est à dire après les terribles guerres mondiales. Or, les tensions actuelles, à la fois économiques et liées au terrorisme ne participent plus à ce sentiment de solidarité essentielle. Au contraire. Le modèle et la légitimité de mso-ansi-language:FR" lang="FR" xml:lang="FR">[l’Etat Providence](#) semble être à présent contesté avec véhémence.

justify;text-justify:inter-ideograph;line-height:158%">De plus, son rôle premier fut protecteur pour des situations conjoncturelles. Comment faire dans un monde où le chômage est maintenant structurel ? Dès lors, et ce fut la réponse de Pierre Rosanvallon, les débats actuels posent la question de la mise en place soit d’un Etat-Providence qui en plus de protéger aurait pour seconde fonction de préparer les populations aux changements et aux risques ou alors d’un État-Providence qui débarrassé de son rôle protecteur se contenterait de sa seconde fonction. On le comprend, l’Etat-Providence est condamné à évoluer selon le professeur.

L’autre question fut l’occasion de mobiliser plusieurs concepts, que ce soit celui de souveraineté, de démocratie et surtout de représentativité. Car si l’on parle de crise de la démocratie, on parle avant tout de crise de la représentativité. Introduire des membres de la société civile dans le Parlement, parmi les députés, suffirait-il à réactiver ce lien rompu entre gouvernants et gouvernés ? Cela pourrait être une réponse mais comment faire dans un régime (dans le cas français notamment) qui fait la part si belle à l’exécutif ? Le président de la République “représente” tous les citoyens...Or ce n’est qu’une fiction, il est impossible de représenter seul toute une

diversité de personnes.

Pierre Rosanvallon a poursuivi en évoquant les tentatives de solutions élaborées pour répondre à cette crise de la démocratie, à cette crise profonde la représentativité. Ainsi, le populisme est une tentative. La valorisation d'un chef charismatique, la mise en place de la démocratie directe et l'unité créée par la désignation d'un ennemi commun (les Etats-Unis en Amérique du Sud par exemple) favorisent l'unité et renforce ce lien si fragile entre gouvernés et gouvernants. Un idéal ? Non mais il est temps de se préoccuper de ce désintérêt grandissant dans toutes les démocraties de la vie politique. C'est urgent.

François Lalande

•
Catégorie
Agenda Culturel